

## le récit de la peur de la dette...

**L'**annonce d'un déficit public plus élevé que prévu a intensifié le discours lancé voici quelques semaines sur la menace de la dette. Ce récit a pour principale fonction de justifier l'austérité future en préservant les transferts vers le secteur privé. C'est une pièce de théâtre sans cesse rejouée dans le spectacle général de l'économie.

À intervalles réguliers, une porte s'ouvre et un ministre des Phynances affolé annonce la découverte soudaine de titres de dettes nouvelles. Il s'ensuit une panique générale bien rôdée, les portes claquent et chacun vient crier à la faillite, clamer à la responsabilité face à la menace d'une attaque des marchés financiers. Chacun alors appelle à la baisse de la dépense publique et à se serrer la ceinture pour sauver le pays de la ruine.

La scène se poursuit par l'énoncé d'un régime d'austérité draconien particulièrement pour les couches populaires.

Le ministre des Phynances a ouvert la boîte de Pandore d'où surgit la dette publique de la France qu'il a allègrement contribué à enfler à coups de largesses pour le secteur privé.

### Mise en scène de la dette par la Cour des comptes

Compte-tenu de sa soi-disant « indépendance théorique », l'institution de la rue Cambon muée en gardien du temple de l'orthodoxie financière, constitue un point d'appui pratique pour construire le récit de « panique sur la dette ».

« Nous avons une culture nationale qui fait qu'après les crises, nous ne savons pas réduire assez vite notre dépendance à la dépense » expliquait, dans *La Dépêche* du 13 mars, Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes. « Ça ne peut pas être open bar » sur le remboursement des frais médicaux, s'exclame Bruno Lemaire sur RMC le 25 mars.

Derrière ces leçons de morale, l'idée est bien sûr d'enfoncer dans les crânes, « que l'austérité difficile et nécessaire »

doit frapper les « profiteurs » de la dépense publique, c'est-à-dire nous, le parterre. Dans le même temps, on oublie ce qui a produit ce déficit, la façon dont l'État se fait providence pour le capital.

### Haro sur les baudets !

Une étude de l'*Institut de recherche économiques et sociales* (IRES) a évalué à près de 200 milliards € par an les aides diverses au secteur privé. Pour faire détourner le regard de cette manne, les discours stigmatisent exclusivement la dépense publique et les services publics. Haro sur ces baudets, responsables du creusement de la dette.

Le récit sur la dette permet ainsi de justifier à la fois les futures coupes claires dans les services publics ainsi que les transferts sociaux. Ces purges ont d'ailleurs commencé avec le coup de rabot de 10 milliards € d'économies, donné

en urgence en février et avec les multiples remises en compte de l'assurance chômage.

### L'alternative

Ce récit politique de la dette, martelé à longueur de temps par le gouvernement, une partie de l'opposition (même le RN désormais) et les pseudos experts médiatiques sert avant tout de justification à la politique de classe menée dans le pays. Ainsi, l'épouvantail de la dette a pour fonction de démanteler ce qui reste de l'État social pour préserver

le transfert de l'argent vers le secteur privé et soutenir sa rentabilité confrontée à la croissance stagnante.

Face aux sirènes du libéralisme, portons les propositions pour un développement social et économique du pays présentées par la liste *La gauche unie pour le monde du travail*, conduite par **Léon Deffontaines** et soutenue par Fabien Roussel lors des élections européennes du 9 juin prochain.

Daniel Blache



## DANS CE NUMÉRO

- Systèmes de retraites : la réforme a touché tous les pays de l'UE page 2
- Bien vieillir, sereinement, en toute tranquillité page 3
- Transports, logements : les effets JO page

## sert la destruction de l'État social

# la réforme a touché tous les pays de l'UE

Tous les pays de l'Union européenne ont subi une série de réformes de leur système de retraite, avec l'objectif de refonder la logique historique qui a prévalu à leur constitution et de tendre à l'uniformisation des systèmes à l'échelle européenne.

Si la majeure partie des régimes de base en UE restent assis sur un calcul de la durée d'activité et du niveau de la pension basé sur les annuités de cotisation, l'introduction des systèmes de retraite à points ou à comptes notionnels pour la retraite de base ou pour la retraite complémentaire ont profondément modifié la nature du système de retraite.

### Une même logique de réforme

La caractéristique commune principale de ces réformes dans chaque pays, malgré un système différent à chaque fois, est la recherche d'un plafonnement de la dépense sociale dédiée aux pensions.

Au cœur de cette démarche commune, on trouve deux objectifs : La baisse du coût du travail : c'est le fil rouge des grandes réformes européennes des années 90 à 2000. La réduction des dépenses publiques et sociales utiles : mise en place d'une politique d'austérité budgétaire et sociale à l'échelle européenne répondant aux exigences des traités de Maastricht et de Lisbonne.

Un schéma général émerge de cette orientation globale des systèmes de retraite qui a touché tous les pays européens depuis plus de 30 ans maintenant. C'est celui préconisé par la Banque mondiale en 1994 et complété en 2005, basé sur un système à trois piliers : retraite de base obligatoire et non contributive, retraite complémentaires obligatoire et contributive, retraite par capitalisation volontaire.

### Refonder les systèmes

Toutes les réformes engagées ne répondent pas tant aux problèmes techniques posés par la démographie ou l'état financier des comptes des systèmes, qu'à la volonté de refonder en profondeur, structurellement et institutionnellement, les systèmes afin de les mettre en adéquation avec les exigences de valorisation capitaliste imposées par la crise systémique actuelle.

Ces réformes sont aussi des outils de la bataille idéologique menée par le capital pour renforcer son pouvoir politique sur les travailleurs et vider de sa substance la possibilité des rapports de forces et du combat de classes. En l'absence d'un possible alternatif tangible, la lutte quotidienne est plus difficile.

Ce qui n'a sûrement pas été étranger à l'échec de la dernière grande bataille des retraites en France, pourtant très unitaire et populaire. L'incapacité à concevoir, y compris dans le monde syndical, un système de retraite qui ne s'inscrive pas dans les modèles existants conjuguée à l'impossibilité à faire vivre le principe idéologique d'un temps libre non



subordonné, a handicapé l'émergence et le partage d'une conception d'un système de retraite alternatif et émancipateur. Le combat est resté un combat contre une réforme et non pour un projet nouveau.

### Quelle logique alternative proposer pour l'Europe ?

Deux leviers sont indispensables :

- sécuriser l'emploi et les salaires tout au long de la vie des travailleurs, au moyen d'une sécurité d'emploi ou de formation qui facilite la mobilité choisie des travailleurs autant que l'évolution positive de leur rémunération tout au long de leur vie.
- créer les conditions d'une émancipation des entreprises des marchés financiers en baissant le coût du capital qu'elles subissent, par un financement de leurs investissements matériels et de recherche.

Ces solutions imposent aussi de créer les conditions d'un financement de la dépense publique et sociale qui ne subissent pas l'emprise des marchés financiers. À l'échelle européenne, le Fonds de développement des services publics et des biens communs directement financé par la BCE à taux zéro peut jouer ce rôle immédiatement.

### D'où l'enjeu d'une bataille idéologique sur les objectifs visés au travers de ces leviers

Car il ne s'agit pas seulement de répondre aux besoins des populations afin d'améliorer leur situation immédiate, il s'agit aussi et peut-être surtout d'ouvrir la voie à une société nouvelle à l'instar de ce qu'ont proposé les ministres communistes en 1945 en mettant en place les moyens d'une politique nationale à la fois économique et sociale où l'économique nourrit le social et réciproquement dans l'intérêt du développement de tous et que tous peuvent reconnaître.

extraits d'un article de Frédéric Rauch  
paru dans *Économie et politique* n°836/837

## sereinement, en toute tranquillité

Toutes les statistiques l'affirment, nous vieillissons, ce qui est une lapalissade. Hier nos grands-mères restaient jusqu'au bout dans la famille, souvent chez l'une de leurs filles, l'organisation de la société, celle du monde du travail le permettaient, puis ce furent les hospices, les maisons de retraites.

Depuis la période du baby-boom, près de 80 ans se sont écoulés, du droit de vote à celui de pouvoir travailler, d'ouvrir un compte sans l'autorisation du mari, la place des femmes a changé, la société s'est modifiée, et elle se transforme au gré des rapports de force contradictoires qui la modèlent.

### Ancrée dans la vie

Je fais partie de ce baby-boom, et je cherche, comme beaucoup de mes ami-e-s, un endroit pour vivre sereinement mes dernières années de vie, non pas isolée, mais bien citoyenne le plus longtemps possible, ancrée dans la vie. Le lien social est primordial à ma bonne santé, ce lien si important qui se construit dans les relations aux autres, aussi bien dans une résidence adaptée, qu'en faisant ses courses en centre-ville ou lors de rencontres culturelles ou autres.

Pour l'habitat, certaines offres relèvent du privé, d'autres du public, les résidences seniors, quand elles existent, affichent des loyers de 1400 €/mois. Elles sont généralement privées, les résidences autonomie sont souvent publiques, gérées par les municipalités, le loyer varie selon les services. Les quelques projets sur mon bassin de vie sont des réalisations qui peuvent appa-

raître comme innovantes (béguinage, habitat partagé, résidence intergénérationnelle). Ce sont toutes des résidences sociales réservées à une catégorie de bénéficiaires.

Le prix des constructions privées est de 3500 à 4600 €/m<sup>2</sup>, trop élevé pour me permettre d'acquérir un appartement. Lorsque je deviendrai plus ou moins dépendante, c'est la solution de la boîte à clé qui me sera sans doute proposée, afin que je puisse rester le plus longtemps possible dans mon logement. Des aide-ménagères auront alors accès facilement à mon lieu de vie, mais le lien social ?

Puis, l'EHPAD sera la solution possible, le coût est de 3000, 3500€ mensuels, voire plus. Le privé s'est emparé de cette question. La loi de l'argent a fait son œuvre, chacun a en mémoire la gestion scandaleuse de certains établissements privés.

### Une société pour tous les âges

Lors de son 39<sup>e</sup> congrès, le PCF a proposé «de construire une société pour tous les âges, de moderniser les EHPAD, de créer un service national et territorial de prise en charge à domicile, de créer un service public pour l'autonomie, de respecter le droit à une fin de vie digne ».

Je trouve que c'est un peu juste comme propositions. Les solutions actuelles ne me conviennent vraiment pas. Le vieillissement est inéluctable, et tant mieux, encore faut-il permettre à cette tranche d'âge de poursuivre sa vie en toute tranquillité.

Si la question des retraites et le montant des pensions font l'objet de débats, de revendications, celle de l'habitat, du lieu de vie, n'est pas une question assez prise en compte.

Cette question du bien vieillir dans un habitat respectueux du choix et des souhaits de chacun n'est pas souvent abordée, ni discutée dans le Parti, c'est dommage.

C'est bien la question de la vie en société pour tous les âges qui est posée, à nous d'en définir les contours. Je la pose à tous les lecteurs, Peut-être ai-je une vision déformée de cette question, à vous de le dire.

### béguinage



Christiane Carlinque  
Creil

## les effets JO !!!

Des Jeux olympiques pour tous, entre le discours et la réalité le fossé s'agrandit. De nombreuses questions se posent et mériteraient débat. La question des transports en quantité et en qualité est essentielle, mais le retard pris depuis des années dans les investissements ne peut être solutionné en quelques mois, le quotidien est difficile sur de nombreuses lignes de métro, de bus ou de RER. L'affluence de centaine de milliers de touristes va aggraver la situation. Beaucoup de Français s'interrogent sur les conditions qu'ils vont subir dans cette période pour se déplacer.

### Cerise sur le gâteau

Mme Péresse, présidente de la région Île-de-France, veut surtaxer les utilisateurs des transports en passant le ticket à 4€ pour le métro et 5€ pour le bus. Un scandale, alors qu'en 2 ans les tarifs de la carte Navigo ont augmenté de 15%. Et de

nombreuses stations de métro seront fermées et les rames ne s'arrêteront pas même aux stations assurant des correspondances. Pratique pour les travailleurs, les retraités et les touristes.

Quant aux déplacements en véhicule, là aussi les restrictions seront nombreuses. Il y a un peu l'impression que dans toutes les zones où les événements se dérouleront, ce sera une véritable paralysie. Il fera bon d'être ailleurs pour ceux qui le pourront.

### Logements : spéculations réquisitions

Le logement est aussi au cœur des problèmes pour les étudiants, avec les réquisitions de chambres dans les CROUS et pour de nombreux locataires dans le privé qui se voient mis en demeure de quitter leur logement en fin de bail, les propriétaires faisant le choix de spéculer avec AIRBNB. Bref, des JO populaires pour ceux qui ont du fric, pour les autres il y aura peut-être la télé...

Les retombées économiques de cet événement sont estimées de l'ordre de 9 milliards d'€uros. Qui va en profiter ?? Je vous laisse deviner. Je suis sûr que chacun de vous a une opinion sur ces retombées.

Certes, il y aura aussi des moments festifs, mais au lieu de créer les conditions d'un vivre ensemble, de partager, de coopérer, cela risque d'être vécu comme une opposition entre les visiteurs et les autochtones.

Alors qu'il y aurait besoin d'envoyer un signal fort au monde entier au moment où Paris accueillera les Jeux olympiques : réconcilier la fête du sport que sont les Jeux avec le développement de la pratique et la volonté de libérer le sport de l'argent roi.

Michel Bruneau



Nom, prénom

Adresse

Mail

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

signature

Déposer et adresser à:  
PCF/Collectif Activité en direction des retraité-e-s  
2 place du Colonel Fabien 75167 Paris cedex 19

### pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité-e-s* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité-e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

**Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.**